# COMMUNE d’OETING

# \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**PROCES-VERBAL**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Séance du 16 novembre 2022 à 19 h 30**

**Convocation 10 novembre 2022**

**Sous la présidence de M. DERUDDER Germain, Maire**

**ORDRE DU JOUR**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nombre de** **Conseillers :** **Nombre de conseillers :**En exercice ………23Présents …………19Procurations ………4**Conseillers :** | Mmes et MM. NEUMAYER Laurence, FROEHLINGER Didier, SPINDLER Annette, SOTGIU Mario, MULLER Christiane, ZUSCHROTT Franz, SCHIFFER Isabelle, FREYMANN Rachel, SCHAEFFER Yves, PACIELLO Virginie, WEBER Jean-Marc, KOMAC Geoffroy, BOSLE Emilie, BACH Christelle, SCHLUPP Loïc, DANN Daniel, THILLEMENT Céline et GIGLIA Emmanuel.Procuration : Mmes BOURGUIGNON Magali (procuration à SPINDLER Annette), DIEUDONNE Myriam (procuration à PACIELLO Virginie) KIEFFER Annick (procuration à THILLEMENT Céline) et M. LOMBARDI Mario (procuration à FROEHLINGER Didier)M. SCHUPP Loïc est nommé secrétaire de séance  |

Approbation du PV de la séance du 6 septembre 2022

**Point n°1 –** Fourniture et acheminement de gaz et prestations associées sur le territoire de la Moselle dans le cadre d’un groupement de commandes

**Point n°2 –** Reversement de la part communale de la Taxe d’Aménagement à la Communauté d’Agglomération de Forbach Porte de France (CAFPF)

**Point n°3 –** Aire de jeuxà l’école maternelle – demande de subvention DETR

**Point n°4 –** Election des membres de la Commission d’Appel d’Offres (CAO)

**Point n°5 –** Mise en place des Autorisations Spéciales d’Absence (ASA)

**Point n°6 –** Astreintes hivernales 2022/2023

**Point n°7 –** Modification du tableau des emplois

**Point n°8 –** Modalités de réalisation des Heures Supplémentaires et Complémentaires **(**IHTS)

**Point n°9 –** Régularisation de réalisation d’IHTS (2020)

**Point n°10 –** Signature d’une Convention Territoriale Globale avec la caisse d’Allocations Familiales de Moselle **(**CTG)

**Point n°11 –** Modificatif des tarifs périscolaires

**Point n°12 –** Vente terrain en Zone U

**Point n°13 –** Achat 2 parcelles en Zone N

**Divers**

* Compte rendu sur l’avancement des chantiers et les travaux en régie
* Compte rendu sur la vie scolaire, périscolaire et communale

**Annexe – Droits de préemption et informations diverses**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Avant de passer à l’ordre du jour, M. le Maire demande à l’assemblée son accord sur la possibilité, dans un futur proche, de dématérialiser le plan de travail. Il serait projeté et il y aurait moins de « papier »

**Décision du Conseil** **Municipal :** Accord à l’unanimité

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Le Maire demande au Conseil Municipal de désigner le/la secrétaire de séance. Il propose M. SCHLUPP Loïc

**Décision du Conseil** **Municipal :** Accord à l’unanimité

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Approbation** du PV de la séance du 6 septembre 2022

* **Observations : néant**

**Décision :** Le procès-verbal du 6 septembre 2022 est adopte à l’unanimité

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Point n°1 – Fourniture et acheminement de gaz et prestations associées sur le territoire de la Moselle dans le cadre d’un groupement de commandes**

* **Adhésion à la convention constitutive d’un groupement de commandes**
* **Lancement d’une (des) consultation(s)**

Monsieur le Maire :

* rappelle à l’assemblée que depuis le 1er juillet 2007, le marché de l’énergie est ouvert à la concurrence et que conformément aux articles L. 333-1 et L. 441-1 du Code de l’Energie, tous les consommateurs d’électricité et de gaz naturel peuvent librement choisir un fournisseur sur le marché et quitter les tarifs réglementés de vente proposés par les opérateurs historiques.
* précise que la suppression des tarifs réglementés de vente implique une obligation de mise en concurrence pour les acheteurs soumis au code de la commande publique.
* informe l’assemblée que le Département de la Moselle (coordonnateur) a mandaté son assistant Moselle Agence Technique à créer un groupement de commandes pour la fourniture de gaz naturel.
* ajoute que ce groupement de commandes vise à maitriser au mieux l’aspect budgétaire de ces changements et à en tirer le meilleur profit, par le regroupement des besoins de ses adhérents et une mise en concurrence optimisée des fournisseurs.
* précise que la Commission d’Appel d’Offres sera celle du coordonnateur (Département de la Moselle) et que le début de fourniture sera fixé à la clôture du contrat actuel ;

Monsieur le Maire, à la fin de son exposé, sollicite les conseillers municipaux sur ce dossier.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L1414-3-II ;

VU le code de la commande publique ;

VU la convention constitutive du groupement de commandes ci-jointe en annexe ;

Le Conseil Municipal,

Vu l’exposé du Maire ;

**Décide à l’unanimité**

**1° d’autoriser** l’adhésion de la commune de OETING au groupement de commandes coordonné par le Département de la Moselle, pour l’achat de gaz naturel ;

**2° d’approuver** les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour l’achat de gaz naturel (jointe en annexe) ;

**3° d’autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes pour l’achat de gaz naturel ;

**4° d’autoriser** le lancement de la (des) consultation(s) et la passation des contrats correspondants, ainsi que la signature de toutes pièces nécessaires à l’exécution de ces contrats ;

**5° d’autoriser** le représentant du coordonnateur à signer les accords-cadres, les marchés subséquents, les annexes éventuelles, ainsi que toutes pièces s’y rapportant ; issus du groupement de commandes pour l’achat de gaz naturel et pour le compte des membres du groupement ; et ce, sans distinction de procédures ou de montants.

**6° de préciser** que les dépenses inhérentes à l’achat de gaz naturel seront inscrites aux budgets correspondants.

**Point n°2 – Reversement de la part communale de la Taxe d’Aménagement à la Communauté d’Agglomération de Forbach Porte de France (CAFPF)**

Concernant la taxe d’aménagement, compte tenu de l’article 109 de la Loi de Finances 2022 et par application de l’article L 331-2 du Code de l’Urbanisme, à compter du 1er janvier 2022 « *tout ou partie de la taxe perçue par la commune est reversé à l’établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l’organe délibérant de l’établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités.* »

La taxe d’aménagement concerne les opérations de construction, reconstruction et agrandissement d’un bâtiment, les installations ou aménagements de toute nature, nécessitant l’obtention d’une des autorisations d’urbanisme suivantes : permis de construire, permis d’aménager, autorisation préalable.

Sont également concernés, les charges d’équipements publics à savoir tous ceux qui concourent aux opérations et actions financées par la taxe d’aménagement en vertu de l’article L 331-1 du code de l’urbanisme et qui contribuent à la réalisation des objectifs de la collectivité en matière d’urbanisme. Il s’agit plus particulièrement des équipements publics nécessités par l’urbanisation.

Chaque commune doit reverser à l’EPCI une quote-part de taxe d’aménagement fixée en fonction de la charge des équipements publics que cet EPCI assume sur le territoire de chaque commune membre. Il en résulte que le partage du produit de la taxe doit être mis en œuvre au prorata des dépenses constatées de la commune et de l’EPCI. Dès lors, l’institution du reversement de la taxe au niveau intercommunal doit être votée par chacune des communes.

Le reversement de tout ou partie de la taxe d’aménagement est obligatoire.

Il s’avère, que conformément à l’article L 331-2 du code de l’urbanisme, la taxe d’aménagement est instituée sur l’ensemble du territoire de la commune ou de l’ensemble des communes membres de l’EPCI. Dès lors, le reversement du produit de la taxe d’une ou des communes vers l’EPCI est assise sur la totalité de la taxe d’aménagement perçue par la ou les communes membres. Il convient donc d’en conclure qu’il n’y a pas de prise en compte de zonage pour le calcul du reversement.

Le reversement de tout ou partie de la taxe d’aménagement devient obligatoire pour les recettes de TA enregistrées à compter du 1er janvier 2022, quelle que soit la date de l’autorisation d’urbanisme.

Au regard de la complexité des nouvelles dispositions et de leur mise en œuvre, il est préconisé que l’année 2023 soit mise à profit pour élaborer un dispositif adapté à la situation de chacune des 21 communes de la Communauté d’Agglomération. Ce dispositif est appelé à entrer en vigueur au 1er janvier 2025.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de fixer le taux de reversement de la part de taxe d’aménagement à 1% pour les années 2022, 2023 et 2024.

Chaque conseil municipal est appelé à délibérer dans des termes concordants sur le reversement de la taxe d’aménagement.

Le Conseil Municipal,

Entendu l’exposé du Maire

Après en avoir délibéré,

**Décide à l’unanimité**

1° de prendre acte de la nouvelle réglementation relative à la taxe d’aménagement ;

2° de valider les termes de la convention ;

3° d’autoriser le Maire à signer la convention :

4° d’inscrire chaque année au budget les crédits afférents.

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Mme BOSLE Emilie : c’est un point que nous avions déjà évoqué et nous n’avions pas statué sur la part du reversement à l’agglo !

Le Maire : cette délibération est devenue caduque du fait que nous avons délibéré sur un zonage bien précis comme les zones artisanales ou du technopôle, ce qui n’est plus vrai. Cette règlementation doit s’appliquer sur l’ensemble de la commune.

**Point n°3 – Aire de jeux à l’école maternelle – demande de subvention DETR**

La commune souhaite remplacer l’aire de jeux dans la cour de l’école maternelle.

Ce projet est susceptible de bénéficier d’une subvention de l’Etat au titre de la DETR.

Le Conseil Municipal,

Vu l’exposé de l’adjoint ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide à l’unanimité**

1° d’approuver le projet tel que proposé ;

2° de solliciter une subvention de l’Etat au titre de la DETR ;

3° d’autoriser le Maire ou l’un de ses adjoints à signer les documents nécessaires à l’obtention de cette subvention.

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

M. GIGLIA Emmanuel : avez-vous estimé un budget ?

M. FROEHLINGER Didier : environ 18 000 €.

**Point n°4 – Election des membres de la Commission d’Appel d’Offres (CAO)**

Le Maire expose au Conseil Municipal les dispositions de l’article L.1411-5 du Code des Collectivités Territoriales  prévoir que dans les communes de moins de 3.500 habitants, la Commission d’Appel d’Offre (CAO) comporte en plus du Maire ou son représentant, 3 membres titulaires et 3 membres suppléants élus au sein du conseil municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste ».

L’élection se déroule au scrutin secret, sauf si l’assemblée délibérante
décide à l’unanimité de ne pas procéder au scrutin secret conformément
à l’article L.2121-21 du C.G.C.T.

Une seule liste est candidate composée de :

Titulaires : Mme NEUMAYER Laurence, M. FROEHLINGER Didier et M. DANN Daniel

Suppléants : M. ZUSCHROTT Franz, Mme BOSLE Emilie et Mme THILLEMENT Céline

Après enregistrement des candidatures, le Conseil Municipal décide, à
l’unanimité, d’effectuer un vote à main levée.

Le Conseil Municipal,

Après avoir voté

**Décide à l’unanimité**

1° de nommer, sous la présidence du Maire, comme membres titulaires à voix délibérative :

Mme NEUMAYER Laurence, M. FROEHLINGER Didier et M. DANN Daniel ;

2° de nommer comme membres suppléants :

M. ZUSCHROTT Franz, Mme BOSLE Emilie et Mme THILLEMENT Céline ;

**Point n°5 – Mise en place des Autorisations Spéciales d’Absence (ASA)**

L’arrêté n° 6/02/804 établit le 5 février 2022 fixant les autorisations d’absence exceptionnelles du personnel communal se doit d’être remis à jour.

Le Maire précise que la loi fixe les modalités d’attribution concernant les autorisations liées à des événements fami­liaux par délibération, après avis du Comité Technique puis par la matérialisation d’un arrêté municipal.

Le Maire propose, à compter de la date de la présente délibération de retenir les Autorisations Spéciales d’Absences telles que présentées dans le document ci-annexé.

Le Conseil Municipal,

VU le Code de la fonction publique territoriale et notamment ses articles L622-1 à L622-5 relatifs aux congés annuels, jours fériées et autorisations d’absence ;

VU le décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l’exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;

VU la circulaire FP n° 1475 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d’absence pouvant être accordées pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde ;

VU la circulaire FP no 1913 du 17 octobre 1997 autorisant les absences en faveur des agents représentants de parents d’élèves ;

VU la circulaire ministérielle du 21 mars 1996 relative au congé de maternité ou d'adoption et autorisations d'absence liées à la naissance pour les fonctionnaires et agents de la fonction publique territoriale ;

VU la circulaire du 31 mars 2017 relative à l’application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique

VU l’arrêté municipal n° 6/02/804 du 5 février 2002 portant autorisation d’absence exceptionnelle du personnel communal ;

Considérant que des autorisations d'absence peuvent être accordées aux fonctionnaires et agents contractuels à l'occasion d’évènement de la vie et se distinguent des congés annuels et ne peuvent être octroyées durant ces derniers ;

Considérant l’avis favorable du comité technique du 14 octobre 2022 ;

Sur le rapport de l’Autorité territoriale et après avoir délibéré ;

**Décide à l’unanimité**

De fixer les Autorisations Spéciales d’Absence (ASA) et leurs modalités telles que présentées dans le document ci-annexé.

**Point n°6 – Astreintes hivernales 2022/2023**

**PLAN DE DENEIGEMENT**

**MOYENS EN PERSONNEL :**

Responsables du service de viabilité hivernale : M. FROEHLINGER Didier, Maire adjoint, et M. SOTGIU Mario, Conseiller délégué

Conducteurs d’engin : MM. GUTRATH Mathieu, MEYER Paul, RDUCH Gilles et HERGOTT Robin.

**ASTREINTES DE VIABILITE HIVERNALE :**



Durant l’astreinte :

* L’agent demeure à proximité de son domicile
* Il est à la disposition permanente et immédiate de son employeur
* Il ne consomme pas d’alcool

L’astreinte est indemnisée à hauteur de 159,20 euros pour une semaine complète. Elle est majorée de 50% si l’agent est prévenu moins de 15 jours avant.

**Toute modification d’une période d’astreinte devra au préalable faire l’objet d’une autorisation écrite de l’autorité territoriale.**

Les interventions :

* L’agent ne sort que sur ordre de sa hiérarchie
* Il respecte les règles (ci-dessous) en matière de temps de travail
* Il relève ses heures et en informe régulièrement sa hiérarchie

Les interventions sont payées en heures supplémentaires. Durant la période d’astreinte hivernale, le contingent de 25 heures supplémentaires par mois pourra exceptionnellement être dépassé. Le trajet aller-retour sur le lieu de travail est considéré comme du temps de travail effectif.

REGLES A RESPECTER EN MATIERE DE TEMPS DE TRAVAIL :

* L’agent ne travaille pas plus de 10 heures par jour ;
* L’agent ne travaille pas plus de 60 heures par semaine ;
* L’agent respecte une amplitude maximale de 15 heures sur la journée ;
* L’agent se repose au moins 9 heures par jour ;
* L’agent se repose au moins 35 heures par semaine.

**MOYENS EN MATERIELS :**

1 Tracteur JOHN DEERE - type 5080M d’une puissance 80 CV immatriculé BF 332 GV équipé d’un lève sac, d’un épandeur de sel et d’une lame de déneigement.

1 Tracteur KUBOTA type BX2350 d’une puissance de 23 CV immatriculé CG 235 SM équipé d’une lame de déneigement, ainsi que d’un épandeur.

**NATURE DU DENEIGEMENT :**

Le déneigement se fera par lame et salage des routes. Il est rappelé que le déneigement de l’ensemble des voies de la commune n’est pas une obligation. Les agents chargés du déneigement ne sont pas tenus d’enlever les congères au bord des rues et devant les entrées de garage.

**Le déneigement des trottoirs incombe aux propriétaires riverains.**

La commune a la possibilité de recourir aux services d’un exploitant agricole moyennant finances.

**SYSTEME D’ALERTE :**

Les agents d’astreinte prennent leurs ordres de M. FROEHLINGER Didier, Maire adjoint, et/ou de M. SOTGIU Mario, Conseiller délégué.

**ORDRE DE PRIORITE :**

Nos concitoyens comprendront la nécessité d’établir un ordre de priorité, vu la configuration et la topographie de l’agglomération. La priorité est réservée aux axes de circulation des bus et camions d’approvisionnement de tous genres et aux écoles.

Le Conseil Municipal,

Vu l’exposé du Maire ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide à l’unanimité**

De fixer les astreintes hivernales et le plan de déneigement pour la campagne 2022/2023 comme figurant et exposé ci-dessus.

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Mme FREYMANN Rachel : ils sont à chaque fois tout seul ?

M. SOTGIU Mario : oui

Mme BOSLE : comme ils sont à chaque fois d’astreinte pour toute une semaine, ils ne peuvent pas faire 60 heures !

M. SOTGIU Mario : non, il y a un système de récupération, d’amplitude horaire et les règles sont bien établies.

M. GIGLIA Emmanuel : le planning présenté aujourd’hui est le même qu’il y a un ou 2 an ?

M. SOTGIU Mario : il y a des noms qui ont changé mais oui c’est presque le même planning.

 M. GIGLIA Emmanuel : on se souvient tous que l’an passé, la météo a été clémente mais il y a 2 ans ce n’était pas le cas. Avez-vous pu anticiper et prévoir de solutionner d’éventuels problèmes ?

M. SOTGIU Mario : oui, nous avons déposé du sel dans différents bacs à différents endroits pour ne pas à avoir revenir en chercher aux ateliers et perdre du temps.

Mme THILLEMENT Céline: il y a des routes prioritaires ?

M. SOTGIU Mario : oui, les routes principales où les bus passent et le plateau sur le technopôle.

M. DANN Daniel : il serait bien d’informer les concitoyens.

M. SOTGIU Mario : ils le savent déjà, nous communiquons assez. Il y en aura toujours qui râleront.

Mme THILLEMENT Céline: il n’y a personne qui pourrait nous aider ?

M. le Maire : nous avons déjà cherché dans les communes avoisinantes et les artisans sans succès.

**Point n°7 – Modification du tableau des emplois**

M. le Maire donne la parole à Mme Laurence NEUMAYER, Adjointe en charge des finances et gestion des Ressources Humaines.

Conformément à l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l’organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipalde fixer l’effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3 et 34 ;

Considérant le tableau des emplois modifié par le Conseil Municipal le 6 septembre 2022 ;

Il est proposé au conseil municipal les modifications des durées hebdomadaires des postes permanents suivants à compter du 1er janvier 2023 :

**FILIERE TECHNIQUE**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D’EMPLOI** | **GRADE** | **Au 06/09/22** | **Au 01/01/23** | **Nb emplois** | **Pourvu** |
| Agents TechniquesTerritoriaux  | Agent Technique Territorial | 28h00 | 30h00 | 1 | 1 |

**FILIERE MEDICO-SOCIALE**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **CADRE D’EMPLOI** | **GRADE** | **Au 06/09/22** | **Au 01/01/23** | **Nb emplois** | **Pourvu** |
| Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles | Agent Spécialisé Principal de 2ième classe des Ecoles Maternelles | 22h00 | 24h00 | 1 | 1 |

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Vu l’exposé ;

**Décide à l’unanimité**

D’adopter les modifications proposées.

**Point n°8 – Modalités de réalisation des Heures Supplémentaires et Complémentaires (IHTS)**

**Il est rappelé à l’assemblée :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l’article 20 ;

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l’article 88 ;

**VU** le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 sur le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux ;

**VU** le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif au régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les agents dont le corps de référence est celui de la fonction publique de l’Etat ;

**VU** le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

**VU** le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Il estrappelé que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont versées dans le cadre de la réalisation effective d’heures supplémentaires ne donnant pas lieu à un repos compensateur, effectuées à la demande de l’autorité territoriale dès qu’il y a dépassement des bornes horaires, telles que prévues par la délibération du 7 mars 2022, point 8, portant organisation du décompte du temps de Travail des agents.

Le nombre d’heures supplémentaires accomplies ne peut dépasser un contingent mensuel pour une durée limitée de 25 heures.

L’heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu’elle est effectuée de nuit et des 2/3 lorsqu’elle est effectuée un dimanche ou un jour férié, sans pouvoir se cumuler.

La nouvelle bonification indiciaire entre en compte pour le calcul des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

L’intervention en astreinte, s’accompagnant de travaux supplémentaires, peut donner lieu au paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires ne peuvent être versées pendant les périodes où les agents perçoivent des frais de déplacement.

L’employeur mettra en œuvre tous moyens de contrôle permettant la comptabilisation des heures supplémentaires et/ou complémentaires.

**Pour les agents à temps complet,** l’indemnisation des heures supplémentaires se fera comme suit :

T.B. annuel de l’agent lors de l’exécution des travaux + (NBI le cas échéant) + ind. de résidence

1820

Cette rémunération horaire sera multipliée par (pour un temps complet) :

1,25 pour les 14 premières heures,

1,27 pour les heures suivantes.

**Pour les emplois permanents à temps non complet**, le décret **n° 2020-592 du 15 mai 2020**définit les heures complémentaires comme les heures effectuées au-delà de la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi à TNC *(Temps Non Complet)* qui ne dépassent pas la durée de travail effectif de 35 heures par semaine.

Jusqu'à présent, les agents à temps non complet voyaient leurs heures complémentaires rémunérées sur la base horaire résultant d'une proratisation du traitement tant que le total des heures effectuées ne dépassait pas le seuil de 35 heures.

Désormais, les règles de calcul de la rémunération d'une heure complémentaire sont déterminées comme suit :

T.B. annuel de l’agent lors de l’exécution des travaux + (NBI le cas échéant) + ind. de résidence

1820

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Vu l’exposé ;

**Décide à l’unanimité**

1° d’instaurer l’indemnité horaire pour travaux supplémentaires aux agents de catégorie C relevant des cadres d'emplois suivants :

- Adjoints Administratifs Territoriaux

- Adjoints Techniques Territoriaux

- Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles maternelles

- Gardes Champêtres ;

2° d’appliquer l’indemnisation des heures supplémentaires et/ou complémentaires réalisées par les agents à temps complet et les agents à temps non complet (au-delà de 35 h hebdomadaire), conformément aux taux fixés par le décret n° 2002- 60 du 14 janvier 2002 ;

3° de dire que les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter de la date de la présente délibération

**Point n°9 – Régularisation de réalisation d’IHTS (2020)**

Dans le cadre du scrutin des élections municipales de 2020, M. FREYMANN Francis, Adjoint Administratif Territorial, a été amené à effectuer des heures supplémentaires (tenue des bureaux de vote, organisation et logistique des scrutins).

Il a effectué 5,45 heures supplémentaires par nécessité de service lesquelles ont fait l’objet de paiement sous forme d’IHTS (Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires).

Aujourd’hui, la Cour des Comptes nous demande d’entériner le versement de ces indemnités.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

# VU le Décret n°91-875 du 6 septembre 1991 sur le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux  pris pour l’application du premier alinéa de l’article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Vu l’exposé ;

**Décide à l’unanimité**

D’entériner ce versement à postériori.

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

M. GIGLIA Emmanuel : pourquoi est-ce régularisé en retard ?

M. le Maire : la Cour des comptes nous a épinglés là-dessus et nous n’avions pas de délibération.

**Point n°10 – Signature d’une Convention Territoriale Globale avec la Caisse d’Allocations Familiales de Moselle (CTG)**

La Convention d’Objectifs et de Gestion (COG) 2018-2022, adoptée en juillet 2018 par l’Etat et la CNAF prévoit la couverture de l’ensemble du territoire nationale par des Conventions Territoriales Globales (CTG) d’ici 2022 en privilégiant l’échelon intercommunal. Elles remplacent progressivement les Contrats Enfance Jeunesse (CEJ) signés avec les communes en matière de petite enfance et jeunesse.

La CTG a pour ambition de couvrir l’ensemble des missions de la CAF sur le territoire de la Communauté d’Agglomération de Forbach Porte de France en lien avec les interventions communales en matière d’enfance- jeunesse. L’objectif principal est de maintenir et de développer les services aux familles. Dès 2022, cette nouvelle forme de contractualisation est obligatoire afin que les communes membres continuent à bénéficier des aides de la CAF.

L’échelon intercommunal est privilégié pour la pertinence de l’analyse des besoins et la construction de réponses efficaces, évitant toute concurrence involontaire entre communes et favorisant la complémentarité et la cohérence des réponses aux besoins de la population.

Ainsi, il est proposé de contractualiser avec la CAF sur des politiques ciblées :

* **La petite enfance,**
* **L’enfance et la jeunesse,**
* **La parentalité,**
* **L’accès aux droits,**
* **L’animation de la vie sociale**

La souplesse de la CTG permet d’inclure d’autres thématiques en fonction de la volonté de l’intercommunalité et de ses communes.

Cette contractualisation s'appuie sur un diagnostic territorial partagé qui a permis d’identifier les ressources et besoins du territoire et de dégager les principales problématiques sociales. Des temps d’échanges ont été menés avec les élus et partenaires du territoire. Cette mobilisation a abouti à la définition d’enjeux communs et à l’élaboration d’un plan d’actions.

Une instance de pilotage est chargée de suivre, mettre en œuvre et évaluer la convention jusqu’en 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

* d'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention Territoriale Globale dont le projet est joint en annexe et tout document s’y rapportant.

Il est donc proposé au Conseil Municipal l’adoption de la motion suivante :

**Motion**

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l’exposé,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale,

VU le Code de l’action sociale et des familles,

VU l’arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l’Action sociale des Caisses d’Allocations Familiales (CAF),

VU la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) 2018-2022 arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf),

CONSIDERANT que la démarche d’élaboration de la Convention Territoriale Globale (CTG) est le fruit d’un travail de co-construction avec l’ensemble des partenaires du territoire, afin de mieux répondre aux attentes et besoins de la population dans une logique d’intervention globale,

CONSIDERANT la nécessité de signer la CTG avant la fin de l’année 2022, afin de conserver les financements alloués par la Caf sur l’ensemble du territoire,

Le Conseil Municipal,

Vu l’exposé ;

**Décide à l’unanimité**

**D’autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante précitée et à signer tous documents s'y rapportant.

**Point n°11 – Modificatif des tarifs périscolaires**

M. le Maire donne la parole à Mme Laurence NEUMAYER, Adjointe en charge des finances.

L’adjointe rappelle que dans ses séances des 26 août 2015, 1er décembre 2020, 16 février 2021 et 28 octobre 2021, le conseil municipal a décidé de fixer les tarifications de l'accueil périscolaire et du centre de loisirs comme suit.

|  |  |
| --- | --- |
| TARIFS PERISCOLAIRES **AU 1er JANVIER 2022** | RESSORTISSANTS REGIME GENERAL (allocataires CAF) **résidant à Oeting** |
| QF ≤ 450 | 451 < QF < 650 | 651 < QF < 850 | QF > 850 |
| Matin | 7h30 - 8h30 | 1,03 €  | 1,29 € |  1,55 €  |  2,06 €  |
| Midi | 11h30 - 13h30 | 5,67 € | 5,92 € |  6,18 €  |  6,70 €  |
| Soir 1 | 16h30 - 17h30 | 1,03 €  | 1,29 € |  1,55 €  |  2,06 €  |
| Soir 2 | 17h30 - 18h30 | 1,03 €  | 1,29 € |  1,55 €  |  2,06 €  |
|  |  | RESSORTISSANTS AUTRES REGIMES (non allocataires CAF) et **extérieurs** |
| Matin | 7h30 - 8h30 | **1,55 €** | **1,93 €** | **2,32 €** | **3,09 €** |
| Midi | 11h30 - 13h30 | **8,50 €** | **8,88 €** | **9,27 €** | **10,04 €** |
| Soir 1 | 16h30 - 17h30 | **1,55 €** | **1,93 €** | **2,32 €** | **3,09 €** |
| Soir 2 | 17h30 - 18h30 | **1,55 €** | **1,93 €** | **2,32 €** | **3,09 €** |

Vu le nouvel exposé ;

Le Conseil Municipal

**Décide à l’unanimité**

De fixer les tarifs de l'accueil périscolaire à compter du 1er janvier 2023 comme suit :

|  |
| --- |
|  |
|  |  |  |  |  |
|  | **Résidants OETING** | **HORS OETING** |
| Tranches de QF | Accueil périscolaire 1 heure \* | Accueil périscolaire11h30 à 13h30(avec repas) | Accueil périscolaire 1 heure \* | Accueil périscolaire11h30 à 13h30 (avec repas)  |
|
| 1 à 500 € | 0,9 | 2,7 | 1,35 | 4,05 |
| 501 à 800 € | 1,1 | 3,3 | 1,65 | 4,95 |
| 801 à 1000 € | 1,3 | 3,9 | 1,95 | 5,85 |
| 1001 à 1200 € | 1,5 | 4,5 | 2,25 | 6,75 |
| 1201 à 1500 € | 1,7 | 5,1 | 2,55 | 7,65 |
| 1501 à 2000 € | 1,9 | 5,7 | 2,85 | 8,55 |
| > 2001 € | 2,1 | 6,3 | 3,15 | 9,45 |
| Non communiqué | 2,1 | 6,3 | 3,15 | 9,45 |
|  | \* 1 heure :  | de 7h30 à 8h30 |  |  |
|  |  | de 16h30 à 17h30 |  |  |
|  |  | de 17h30 à 18h30 |  |  |

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Mme NEUMAYER Laurence expose que la situation économique actuelle est compliquée et de nombreuses familles s'en trouvent affectées. Afin de permettre aux enfants dont les parents perçoivent de petits revenus de bénéficier des services périscolaires, nous avons été amenés à revoir les tarifs.

En remplacement des 4 tranches tarifaires précédemment appliquées, nous proposons à présent un tableau à 7 tranches, plus conforme à la situation réelle de chacun.

A noter que dans le cadre de cette révision tarifaire, la commune réalise un effort financier important, avec un surcout de plus de 6 500€ qu’elle devra prendre en charge.

|  |
| --- |
|  |
| **Point n°12 – Vente terrain en Zone U** |

Par courrier du 23 octobre 2022, M. et Mme SEGNEUR acceptent notre proposition d’acquisition d’une parcelle constituant un délaissé cadastrée section 15 n° 350 d’une contenance de 1 are contiguë à la propriété sise au 29 place de la Libération (S15n°344) pour laquelle ils sont en cours d’achat.

Il s’agit de régulariser ce délaissé, propriété de la Commune, aménagé par les anciens propriétaires

Le Maire fait distribuer le plan cadastral aux conseillers.

Le Conseil Municipal,

Vu l’exposé du Maire ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide à l’unanimité:**

1° de vendre à M. et Mme SEGNEUR, ou par tout autre personne mandatée par eux, la parcelle cadastrée Section 15 n° 350 d’une contenance de 1 are au prix de 400 €, les frais de notaire étant à charge de l’acquéreur ;

2° d’autoriser le Maire ou l’un de ses adjoints délégués à signer l’acte à intervenir.

**Point n°13 – Achat 2 parcelles en Zone N**

Par courrier du 29 août 2022, M. Aloyse HERGOTT, Mme Marguerite Marie HERGOTT épouse LEROY et M. Jean-Marc HERGOTT propose de vendre à la commune les parcelles non bâties cadastrées :

* Section 4 n° 135 sise lieu-dit « Hanfgarten » d’une contenance de 1,37 are
* Section 17 n° 36 sise lieu-dit « Wiesgarten » d’une contenance de 4,53 ares

Le Maire fait distribuer des photos du site aux conseillers.

Le Conseil Municipal,

Vu l’exposé du Maire ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide à l’unanimité**

1° d’acquérir pour la somme de 25€ l’are, les parcelles ci-dessus mentionnées pour une contenance totale de 5,90 ares, propriété des consorts HERGOTT ;

2° d’autoriser le Maire ou l’un de ses adjoints délégués à signer l’acte à intervenir.

**Divers**

* Comptes rendus :

M. le Maire invite M. Didier FROEHLINGER, Adjoint chargé des Services techniques, à présenter ce point.

* **sur le dossier des travaux partie haute et partie basse de la rue de Gaubiving**
* **Partie haute**
	+ La rue est sécurisée avec des panneaux, bien que certains devront encore être déplacés, ainsi que les marquages au sol pour les arrêts bus et les passages piétons, et des bordures de trottoirs. Les abris-bus et la partie végétalisée devraient être mis en place prochainement.
* **Partie basse**
	+ Il reste à faire un trottoir, dans la continuité de celui déjà réalisé, qui va rejoindre la partie cyclable de la rue de Sarreguemines. Un devis est en cours.
* **Divers**
	+ Les columbariums et caves-urnes sont terminés au cimetière. Il reste à choisir un couvre sol qui ne nécessite pas trop d’entretien.
	+ Le terrain de foot a été visité par nos amis les bêtes. Il est très abîmé. Nous en aurons pour environ 6000€ de remise en état effectuée en partie par les services techniques municipaux.

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Mme FREYMANN Rachel : la subvention pour les columbariums était de combien ?

M. FROEHLINGER Didier : nous avons reçu aujourd’hui près de 11000€.

Mme FREYMANN Rachel : pour en revenir au déneigement ? Avez-vous toujours le petit tracteur ?

M. SOTGIU Mario : oui, le Kubota, il sert à déneiger le parking des écoles et de la mairie/église ainsi que des impasses. Nous invitons aussi les gens à ne pas laisser leurs voitures sur le bord des trottoirs puisque ça dérange pour l’intervention sans compter d’éventuels incidents et aussi à ne pas jeter la neige sur la route !

M. le Maire invite M. Mario SOTGIU, Conseiller délégué chargé des Services techniques, à présenter ce point.

* **sur l’avancement des travaux en régie**
* révision de l’éclairage de Noël, nous allons l’installer mais ne pas encore les allumer par économie
* révision de l’éclairage public en cours et à venir
* distribution de sel tous les mercredis aux ateliers dès début décembre
* **sur la vie scolaire et périscolaire**

M. le Maire invite Mme Annette SPINDLER, Adjointe en charge des Affaires Scolaires et Périscolaires, à présenter ce point.

Un **Conseil d’école extraordinaire** pour les deux écoles a eu lieu le 03/10/2022 en présence de l’Inspectrice de l’Education Nationale de la circonscription de Forbach, Mme DAHLEM et des représentants des parents d’élèves, Mmes AMOROSO, DI MARIA, GRUJIC et M. DRAGO.

Les points de l’ordre du jour étaient la rectification de la déclaration non conforme aux renseignements inscrits dans le registre de sécurité suite à l’exercice d’évacuation du 08/03/2022 et la pratique des conseils d’écoles dans notre commune.

Mme BENHAIM demande à reprendre un **conseil réuni des deux écoles** comme avant la pandémie.

Mme DAHLEM observe que ce fonctionnement, retenu par l’un de ses prédécesseurs, a été poursuivi par reconduction tacite de longues années sans toutefois fonctionner dans la légalité parfaite.

Mme DAHLEM demande un retour à la norme avec la tenue de 2 conseils d’école séparés en précisant que les actions pédagogiques communes existantes seront maintenues.

🖝 **Ecole élémentaire :**

Le 1er conseil de l’école élémentaire a eu lieu le jeudi 20 octobre 2022.

🖝 Les **élections des représentants des parents d’élèves** pour l’année scolaire 2022/2023 ont été organisées par correspondance le 8 octobre 2022.

**Ecole Elémentaire :** 1 liste avec un taux de participation:
 de 71,75% (75,47% en 2021)
Electeurs inscrits : 207
Votants : 148
Bulletins blancs ou nuls : 20
Suffrages exprimés : 128
Nombre de sièges à pourvoir : 6

Les **titulaires** sont : Mmes MOLHINHO-ZUBRZYCKI Catherine, HOFF Stéphanie, GRUJIC Claire, AMOROSO Cynthia, KIEFFER Annick et DI MARIA Anais

Les **suppléants(es)** sont : Mmes EIGENBERGER Naïma, LALE Virginie, MARGHERITA Emmanuelle et M. HENRION Damien

M. DANN a présenté le rôle des parents d’élèves ainsi que le **règlement intérieur**, qui est conforme au règlement départemental, mis à jour en novembre 2021 et qui doit être voté chaque année lors du 1er Conseil d’Ecole.

Une demande de modification est demandée par les enseignants **; l’interdiction du port des montres connectées.** Les parents d’élèves demandent un rajout concernant les tenues vestimentaires notamment en période chaude : **une tenue vestimentaire adaptée** **est préconisée**.

Les enseignants(es) présentent leur classe : 125 élèves

CP Mme SCHUMACHER  16 élèves

CE1 Mme EYERMANN 21 élèves

CE1/CE2 Mme TAGLIARINI  20 élèves (6 CE1 et 14 CE2)

CE2/CM1 Mme HERMANN  21 élèves (10 CE2 et 11 CM1)

CM1/CM2 Mme SEENE  21 élèves (13 CM1 et 8 CM2)

CM2  M.DANN  26 élèves

M. DANN rappelle les **exercices de sécurité** obligatoires au courant de l’année scolaire :

- incendie (3)/ confinement(1)/ intrusion (1ou 2)

Le **protocole sanitaire** est tombé au niveau normal avec les gestes barrières à respecter : gel, lavage des mains et aération régulière des classes. Il signale que le plan Vigipirate est toujours au niveau maximum !

La **somme allouée** par la commune de 3000 € a été utilisée entre autre pour du matériel numérique.

Mme EYERMANN occupe la fonction de trésorière de la coopérative scolaire dont les comptes ont été approuvés et vérifiés (Quitus).

🖝 **Programme prévu pour l’année scolaire 2022/2023**:

* Participation de toutes les classes au dispositif « école et cinéma ». Chaque classe ira 3 fois (une fois par trimestre) au Cinéma de Forbach visionner un film exploité ensuite en classe.
* Fête de la St Martin le 10 novembre 2022 à 18 h dans la cour de l’école. La municipalité mettra à disposition des tables.
* Sortie au « VAISSEAU » à Strasbourg pour toutes les classes : le 15/11/22 pour les CE1/CE2, CE2/CM1 et CM1/CM2 et le 1/12/22 pour les CP, CE1 et CM2.
* Projet de Classe Transplantée avec une nuitée à VIGY(Moselle) pour tous les élèves de l’école. Des dates sont déjà prévues : CP/CE1/ CE1.CE2 du 6 au 7 mars 2023 et pour les CE2/CM1, CM1/CM2et CM2 du 23 au 24 mars 2023. La thématique est triple : culturelle scientifique et sportive, ce qui est totalement conforme au projet d’école
* Une adhésion à l’USEP a été faite pour toutes classes Cycles sportifs avec rencontres USEP adaptées à chaque cycle (ex : course d’orientation, lutte, handball etc..). Mme EYERMANN précise qu’il y aura des rencontres et que les bus seront pris en charge par l’USEP.
* La fête des 100 jours de classe pour les CP aura à nouveau lieu cette année.

Participation des élèves aux manifestations de la commune : Commémorations, Brockelfest etc…

En fin de séance M. le Maire évoque le besoin **d’économiser l’énergie** et compte sur les enseignants pour bien gérer la situation en évitant les fenêtres ouvertes par exemple, tout en sachant qui leur est demandé d’aérer régulièrement.

🖝 **Ecole maternelle :**

Le 1er conseil de l’école maternelle a eu lieu le mardi 8 novembre 2022.

🖝 Les **élections des représentants des parents d’élèves** pour l’année scolaire 2022/2023 ont été organisées par correspondance comme pour l’école élémentaire.

Le compte-rendu vous sera présenté lors du prochain Conseil Municipal en décembre.

**Saint Nicolas** passera dans les deux écoles le mardi 06 décembre 2022.

🖝 **Périscolaire** :

Le problème du manque de places pour la cantine est toujours d’actualité.

🖝 **Associations**

La réunion des associations pour les prévisions d’évènements 2023 aura lieu le jeudi 01/12/2022 à 19h. L’invitation a été lancée.

Rappel des manifestations à venir :

26/11 GAO : Vin chaud + BRIC’OETING : Marché de Noël devant la mairie
03/12 Téléthon

Mme NEUMAYER Laurence rappelle à l’assemblée qu’une réunion des Voisins Vigilants est prévue le samedi 26 novembre 2022 à 10h00 dans la salle sous l’école maternelle.

**Annexe – Droits de préemption et informations diverses**

**La séance est levée à 20 h 35**

**M. DERUDDER Germain :**

**Mme NEUMAYER Laurence :**

**M. FROEHLINGER Didier :**

**Mme SPINDLER Annette :**

**Mme BOURGUIGNON Magali : Procuration**

**M. SOTGIU Mario :**

**Mme MULLER Christiane :**

**M. LOMBARDI Mario : Procuration**

**M. ZUSCHROTT Franz :**

**Mme SCHIFFER Isabelle :**

**FREYMANN Rachel :**

**M. SCHAEFFER Yves :**

**Mme PACIELLO Virginie :**

**M. WEBER Jean-Marc :**

**M. KOMAC Geoffroy :**

**Mme BOSLE Emilie :**

**Mme DIEUDONNE Myriam : Procuration**

**Mme BACH Christelle :**

**M. SCHLUPP Loïc :**

**M. DANN Daniel :**

**Mme THILLEMENT Céline :**

**Mme KIEFFER Annick : Procuration**

**M. GIGLIA Emmanuel :**